|  |
| --- |
| Alain TOURAINE  Sociologue, directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales  (1971)  “LUTTE DES CLASSES ET CRISE SOCIALE.”  **LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES** CHICOUTIMI, QUÉBEC <http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêtaient leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation  
de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée avec le concours de Pierre Patenaude, bénévole, professeur de français à la retraite et écrivain, Lac-Saint-Jean, Québec.

<http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_patenaude_pierre.html>

Courriel : [pierre.patenaude@gmail.com](mailto:pierre.patenaude@gmail.com)

à partir du texte de :

Alain TOURAINE

“***Lutte des classes et crise sociale***”.

In ***Sociologie politique. Tome 2***, pp. 316-323. Textes réunis par Pierre Birnbaum et François Chazel. Paris : Librairie Armand Colin, 1971, 346 pp. Collection U2, sociologie politique.

M. Pierre Birnbaum nous a accordé le 28 septembre 2010 son autorisation de diffuser en accès libre à tous ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.

Boite_aux_lettres_clair Courriels : Pierre Birnbaum : [birnbaum@univ-paris1.fr](mailto:birnbaum@univ-paris1.fr)

Alain Touraine : [touraine@ehess.fr](mailto:touraine@ehess.fr)

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

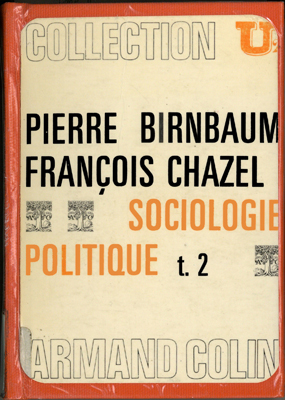
Édition numérique réalisée le 30 décembre 2020 à Chicoutimi, Québec.

fait_sur_mac

Alain TOURAINE

Sociologue, directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

“Lutte des classes  
et crise sociale.”



In ***Sociologie politique. Tome 2***, pp. 316-323. Textes réunis par Pierre Birnbaum et François Chazel. Paris : Librairie Armand Colin, 1971, 346 pp. Collection U2, sociologie politique.

**Note pour la version numérique** : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l’édition papier numérisée.

[316]

***Sociologie politique.****Tome 2*.

“Lutte des classes  
et crise sociale.”

Alain TOURAINE

Lutte de classe et populisme

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le mouvement de mai est une forme nouvelle de la lutte des classes. Ce mouvement, plus que toute autre action collective au cours des dernières décennies, a révélé et donc constitué le conflit social fondamental de notre société. Cette expression est plus éloignée qu’il ne semble des proclamations des acteurs eux-mêmes, car elle signifie qu’il s’agit ici d’un conflit social nouveau, dont la nature et les acteurs ne sont pas les mêmes que dans la société antérieure, dans la société proprement capitaliste.

Le conflit présent n’est pas de nature directement économique ; il ne met pas en jeu l’opposition des détenteurs personnels du profit et des salariés réduits par l’exploitation à un niveau de vie minimum. Si on considère les acteurs eux-mêmes, leur nouveauté est frappante. Ce ne sont pas des ouvriers non qualifiés, récemment venus des campagnes et intégrés marginalement à l’organisation industrielle, qui ont pesé du plus grand poids dans la lutte sociale ; ce ne sont pas non plus des catégories en voie de prolétarisation. Étudiants, cadres techniques et intellectuels de l’O.R.T.F. ou des grandes entreprises, de l’industrie électronique en particulier, ont été les plus actifs. La situation économique n’était d’aucune manière une situation de crise et si l’importance [317] du chômage a provoqué en particulier l’intervention active des jeunes travailleurs, ce n’est pas le mauvais fonctionnement économique du système de production qui peut expliquer le déclenchement de cette action révolutionnaire.

Les étudiants français, comme ceux de Berlin ou de Berkeley, sont entrés en lutte contre des appareils d’intégration, de manipulation et d’agression. Ce sont ces mots et non celui d’exploitation qui définissent le mieux la nature du conflit. Celui-ci est donc social, culturel et politique plus que spécifiquement économique.

Le mouvement étudiant n’est donc pas seulement l’expression d’un conflit de classes. Il est contestation globale à la fois d’une civilisation et d’un pouvoir social et politique. Le mouvement étudiant est aujourd’hui dans une situation analogue à celle du mouvement ouvrier à ses débuts au XIXe siècle et des nationalismes du tiers monde contemporain.

Ce mouvement est par bien des aspects plus proche du populisme que de la lutte des classes. Alors que celle-ci est le combat qui se déroule au cœur d’une société, le mouvement populiste — qu’il ne faut pas réduire à une imagerie simpliste — se forme au moment de l’entrée dans une société nouvelle. C’est avant tout, au nom de certaines valeurs communautaires, la volonté d’assurer un progrès sans rupture, et donc de rejeter des agents extérieurs du progrès. C’est le plus souvent un mouvement lancé par des élites intellectuelles ou politiques qui s’efforcent de mobiliser vers l’avenir les forces dégagées par la destruction et la transformation de la société antérieure, mais c’est aussi et surtout un mouvement anti-élitiste, égalitaire, communautaire [...].

On trouve dans le mouvement de mai, comme dans les mouvements populistes, un appel plus affectif qu’intellectuel à l’énergie populaire, à la vie, pour renverser le monde mécanisé, réifié, ce qui évoque plus le vitalisme bergsonien que le rationalisme marxiste, dont pourtant il se réclame.

Il n’y a donc pas de rupture entre les deux analyses qui viennent d’être présentées. Conflit de classes et mouvement [318] populiste sont à la fois distincts et liés dans la situation présente comme dans toutes celles où se forme un nouveau type de société et où la nouvelle classe dominante n’apparaît pas encore comme telle, mais s’identifie largement à la modernisation. Désorganisation sociale et choc culturel ne sont pas séparables de la lutte contre les nouveaux maîtres et se mêlent dans une utopie centrale. Utopie et non-rêve. Puisque le pouvoir dominant ne se présente que masqué par la modernité, le mouvement qui le combat ne peut se former qu’en portant le masque d’une société utopique, délivrée des contradictions inhérentes à tout développement, et en particulier de la concentration du pouvoir d’investir et de programmer dans les mains de groupes ou d’appareils dirigeants qui imposent leur emprise à l’ensemble de la société.

3 i9

L’utopie mobilise la personnalité plus qu’elle n’élabore des stratégies. Elle est détestée par les organisations et les partis et n’agit que par des conjonctions, toujours éphémères, entre des petits groupes, voire des sectes, et des masses peu organisées, vite réunies, aussi vite dispersées. De là, la plus grande distance entre le discours des leaders et le sens réel de leur action. Ils font l’histoire, mais ce n’est pas celle qu’ils croient faire. Ils sont des éveilleurs, des entraîneurs, plus que des dirigeants ou des négociateurs.

Une situation révolutionnaire ?

Cette conception du mouvement s’éloigne, en insistant sur les contradictions qui définissent le communisme utopique, de celle, plus simple qui ne veut y voir qu’une force absolue de rupture. Mouvement révolutionnaire, c’est-à-dire expression et utilisation d’une situation elle-même révolutionnaire ? Rien ne me semble plus faux qu’une telle définition, apparemment si commode.

[319]

La complexité, la puissance de choc et les contradictions du mouvement de mai viennent justement de ce qu’il y eut en France rencontre d’un mouvement qui était révolutionnaire et d’une situation qui ne l’était pas. La crise et le conflit social se sont mêlés plutôt que combinés.

Le conflit et le mouvement social se situent au niveau du système de production et de pouvoir ; la crise et les réactions qu’elle entraîne au niveau de l’État et du système institutionnel, en particulier de l’Université.

Le conflit de classes n’a été ni vécu par de grandes masses de travailleurs ni dirigé par une organisation politique. Les éléments les plus militants du mouvement étudiant ont consacré toutes leurs forces à la liaison des étudiants et des ouvriers. La J.C.R. en particulier a défini avec beaucoup de netteté la nature de cette unité nécessaire des luttes sociales. Mais la nouvelle lutte de classes ne pouvait encore se dégager des débris de l’ancienne, déjà en voie d’institutionnalisation. Le mouvement a donc été écartelé entre sa volonté de lutte et sa capacité de révolte.

L’erreur serait de croire que la crise portait en elle-même une issue révolutionnaire. En réalité, parce qu’elle atteint surtout les « superstructures » de la société, elle est violente, brutale, mais toujours ambiguë : réponse au blocage, mais aussi effort de modernisation. Ce ne sont pas les conduites de crise qui portent l’espoir révolutionnaire.

Alors que l’habitude conduit à opposer mécaniquement réforme et révolution, l’anti-société symbolisée par le grand amphithéâtre de la Sorbonne occupée n’est en fait qu’un processus particulier de modernisation. Jean Lacouture, dans un article du Monde, a opposé la Sorbonne basse, c’est-à-dire les meetings continus dans les amphithéâtres, et la Sorbonne haute, les salles où des groupes divers élaboraient des réformes universitaires. Cette opposition était en effet frappante, mais la Sorbonne basse n’avait presque aucune autre fonction que d’être le discours utopique enveloppant la réforme universitaire et permettant de faire des [320] réformes sans être réformistes. Ce qui est vrai dans les facultés l’est plus nettement encore dans les lycées ou dans diverses institutions culturelles. Les comités d’action professionnels tiennent un langage révolutionnaire grâce auquel peuvent être forcés les blocages institutionnels et culturels, permettant ainsi d’opérer des changements sociaux, des modernisations qui dans d’autres sociétés ont pu se réaliser de manière plus progressive et sans heurts. À travers les longs débats des assemblées générales, se sont fait jour des tendances et des transformations dont les résultats sembleront un jour prochain très étonnants à ceux qui en furent les acteurs passionnés. On y reviendra plus loin, mais il ne faut pas considérer que ces remarques sont désenchantées ou cyniques. Les assemblées n’ont pas tiré les marrons du feu pour les technocrates, mais elles ont préparé des changements qui ne sont nullement de nature à effrayer ou à révolter ceux-ci.

Il reste assurément beaucoup d’éléments non réformateurs dans le climat de mai et de juin. Mais la révolte culturelle livrée à elle-même fut davantage une expression, une manière d’être, de vivre une expérience personnelle et collective qu’une action sociale et politique, parce qu’elle n’avait pas prise sur des situations et des conflits réels.

L’organisation d’une société n’est nullement déterminée globalement et simplement par la nature du pouvoir économique et politique. Capitaliste ou socialiste, une société industrielle avancée se définit dans tous les cas par sa capacité de changer, de s’adapter à un environnement à la fois mouvant et divers. Les sociologues de l’entreprise le savent bien qui, à l’Est comme à l’Ouest, insistent depuis des années sur le caractère dysfonctionnel, paralysant, des anciens schémas bureaucratiques, des pyramides d’autorité, de la recherche exclusive de l’équilibre et de l’intégration. L’action étudiante à travers la rupture met la société en mouvement. On peut prévoir que seront déçus les tenants de l’ancienne organisation universitaire qui mettent tous leurs espoirs dans [321] la répression d’une action subversive et dans le rétablissement d’une Université traditionnelle supposée intangible. Le Club Jean Moulin, étant donné ses positions, n’a pas eu tort d’intituler avec franchise son livre : Que faire de la révolution de mai ? La récupération du mouvement est facile pour les réformistes ; elle est la seule issue réaliste, non, certes, du mouvement dans son ensemble, mais de ce qu’il y a en lui de crise, de rupture.

Les grèves ouvrières permettent la reconnaissance de la section syndicale d’entreprise et les autres mesures réformatrices auxquelles s’est attachée la C.F.D.T. et qui doivent permettre de hâter la disparition des anciennes formes de décision et d’autorité dans l’entreprise.

Si l’utopie de l’anti-société dépassait son rôle d’agent indirect de modernisation ou si elle n’était pas reprise en charge par la lutte sociale, elle ne conduirait qu’à une mise en marge de la société, non à une révolution. Plus concrètement elle ne pourrait que pourrir sur pied ou se transformer en terrorisme destructeur de toute activité intellectuelle ou économique.

Cette éventualité risque de se réaliser si l’Université ne surmonte pas sa désorganisation présente, si l’ensemble des enseignants ne sort pas de sa réserve et de sa méfiance, ne comprend pas que le temps est venu d’innover, de gérer, de négocier. Dans les facultés des Lettres parisiennes un nouveau départ est très difficile à prendre et l’incertitude règne encore sur les initiatives qui pourront être proposées ; le risque est donc grand d’une désorganisation, riche de ruptures et de révoltes plutôt que de nouveaux mouvements sociaux. Les thèmes de la spontanéité et de la démocratie directe risquent de conduire à des réactions irrationnelles et à la manipulation de foules par de petits groupes ou des individus, si ne se dessinent pas des objectifs, des stratégies, des négociations, donc une certaine organisation des rapports politiques. Le meilleur exemple de ce risque est fourni par le rôle que joue un professeur de la Sorbonne qui, dans le vide actuel, [322] multiplie les provocations au lieu de jouer son rôle de dirigeant d’un syndicat corporatif.

Mais ces remarques risquent de dépasser leur but : elles ne disent pas que l’utopie spontanéiste est en elle-même non révolutionnaire mais seulement qu’elle accompagne un changement social par crise et par rupture. Elle indique une forme de changement, elle ne détermine pas son orientation.

Cette conclusion doit conduire à une autre, qui la complète. Le conflit de classes, qui est un autre aspect du mouvement de mai, définit, lui, le contenu et non la forme du changement social, c’est-à-dire qu’il ne se manifeste pas nécessairement sur le mode de la rupture et de la violence. Reprenons la comparaison avec le mouvement ouvrier. On ne peut pas dire que les conflits de classes aient été moins présents en Grande-Bretagne qu’en France, parce que l’histoire britannique n’a pas été depuis un siècle ponctuée de ruptures révolutionnaires. Celles-ci résultent de la combinaison d’un conflit de classes et de la résistance de formes de pouvoir et d’institutions archaïques ou plus généralement incapables de s’adapter au changement social, soit de par leur rigidité, soit à cause de la rapidité et des conditions particulières du changement lui-même. On doit aller jusqu’à dire qu’un conflit de classe formé, se plaçant au cœur d’une société, peut aisément conduire à des négociations et n’implique par lui-même aucune nécessité de rupture.

Concluons : aucun des aspects du mouvement, lutte de classes, soulèvement populiste, révolte culturelle, n’est par lui-même révolutionnaire. L’action d’un groupe ou même d’une classe n’est pas par soi réformiste ou révolutionnaire. C’est la situation qui peut être révolutionnaire, quand elle unit conflit et crise, quand le conflit ne peut être traité par l’appareil institutionnel ou par des négociations. L’action révolutionnaire est la rencontre d’un mouvement social et d’une situation de violence.

Si la violence a joué un rôle important dans la crise de mai c’est bien parce que le mouvement était plus l’invention et [323] la formation d’un conflit de classes que sa pleine réalisation. La violence a été à la fois le moyen d’introduire des problèmes nouveaux et de liquider les problèmes anciens. C’est ce qui permet de parler d’un mouvement révolutionnaire : les conflits n’étaient pas institutionnalisables, à la fois à cause de l’archaïsme des institutions, du caractère global de la révolte et surtout, peut-être, d’une action sociale imposant des problèmes nouveaux et en avance sur la conscience des acteurs eux-mêmes et de l’ensemble de la société.

Mais la conjonction de la crise et du conflit est loin d’être parfaite. D’où un chassé-croisé continuel. L’action révolutionnaire des étudiants sort des facultés et dans celles-ci ne demeure que la révolte culturelle, sous-produit de la crise. De là l’importance centrale de l’utopie, car la fusion de la crise et du conflit ne pouvait être qu’imaginaire, construction de l’esprit et du sentiment plutôt qu’expérience vécue.

*Le Mouvement de mai*ou le communisme utopique,  
Paris, Le Seuil,  
1968, pp. 14, 31-33, 47-51.

[324]